

COPENHAGUE – Bilan de la journée sur le programme de bourse

Mardi 14 mars 2017 – 17 h à 18 h 30 CET

ICANN58 | Copenhague, Danemark

SIRANUSH VARDANYAN : Donc qui est-ce qui fait partie de l'ISOC ? Très bien ? Ses chapitres ? Très bien. Oui. Oui. Si vous n'êtes pas au courant, à partir de 8 h 30 jusqu'à minuit, il y aura une GEMS. Avec toutes nos abréviations, je vais dire exactement de quoi il s'agit – c'est un groupe multipartite international avec des représentants. Donc si ça vous intéresse, ce sera dans le restaurant Soho, je ne sais pas exactement où il est dans le centre-ville. Mais vous pouvez aller écouter de la musique. Et pour ceux qui peuvent jouer, ils peuvent se joindre à l'orchestre sur le champ. Oui, je crois qu'on peut y aller en métro, en bus. C'est assez facile de s'y rendre, me semble-t-il.

Donc chers amis techniciens, est-ce que vous pourriez me mettre en tant que présentatrice dans Adobe ? Merci d'avance.

Très bien. Donc, Mesdames et Messieurs, veuillez s'il vous plaît prendre place. Nous allons commencer notre séance sans plus attendre.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

Et nous avons donc aujourd’hui une séance tout à fait intéressante, et nous avons un invité exceptionnel, Lars-Johan Liman, un représentant de RSSAC. Donc RSSAC qui a trait à la sécurité, la stabilité et la résilience de l’Internet sur la zone racine. Et Lars va nous parler un petit peu de son travail, de ces activités, et nous allons lui donner une dizaine de minutes pour se présenter. Et ensuite, nous aurons pendant 20 minutes la possibilité de lui poser des questions.

À 17 h 30, nous aurons un membre du Conseil d’administration qui a été boursier ou boursière, boursier de l’ICANN, M. León Sánchez, qui va nous parler de son rôle. Maintenant, il sera au Conseil d’administration. Et ensuite, il y aura deux membres du Conseil d’administration qui viendront nous parler de leurs activités.

Très bien. Je donne la parole à Lars.

LARS-JOHAN LIMAN : Merci. Je suis très heureux d’être ici. J’ai été à de nombreuses de ces séances pour les fellows. Et c’est vraiment ce qu’il y a de plus motivant, inspirant et intéressant selon moi. Le reste est très ennuyeux. Et je suis content que vous ne commenciez par si tôt et que vous ne m’avez pas invité à huit heures du matin, parce que j’ai beaucoup de mal le matin.

Je vais vous parler un petit peu du RSSAC pour la zone racine.

Donc nous avons eu d'autres personnes qui sont responsables de cela, qui sont codirecteurs. Donc je vais essayer de vous expliquer ce qu'est RSSAC. Nous avons donc le système de la zone racine. Commençons par parler de cette mission.

Donc je vais vous lire ces spécifications, ou plutôt le rôle du RSSAC est de conseiller la communauté ICANN sur les questions en rapport avec les opérations, l'administration, la sécurité et l'intégrité du service de zone racine de l'Internet. Ça, c'est notre envergure. RSSAC c'est très étroit par rapport à d'autres SO et AC. Donc vraiment, vraiment, on se concentre sur les opérations du service racine de l'Internet, que ça fonctionne, que l'Internet fonctionne, qu'il soit stable et résilient.

Et donc, les opérateurs de la zone racine, vous savez qu'il y a évidemment un nuage, mais que ce nuage est fourni par plusieurs opérateurs. Et cette commission consultative, RSSAC, c'est l'interface entre l'ICANN, le système de l'ICANN, et les opérateurs de la zone racine. Nous essayons donc de voir où on a besoin de politiques, qu'elles soient développées. Donc ce ne sont pas pour les noms de domaine. On ne se préoccupe pas des noms de domaine, des gTLD, ou quoi que ce soit. Ce n'est pas notre problème. C'est le problème de quelqu'un d'autre. Donc, du moins, on n'a pas à parler à des avocats.

Donc on parle des problèmes de la zone racine et des serveurs de la racine de l'Internet. Pas de politique du DNS. Mais lorsqu'il y a des problèmes généraux au niveau technique pour la zone racine de l'Internet, nous sommes un tout petit groupe. Nous sommes le plus petit comité de l'ICANN. Nous avons 12 organisations qui sont des opérateurs racines, et nous avons un représentant de chacun de ces opérateurs. Donc 12 membres opérateurs qui commanditent cela, qui ont un suppléant qui vient si quelqu'un n'est pas disponible.

Donc tout le monde est invité aux réunions. Ça, c'est 24 personnes. Il y a des liaisons avec d'autres entités de l'ICANN. Nous avons des personnes qui sont liaisons auprès du Conseil d'administration, auprès du NomCom – la Commission de nomination. Nous avons une personne liaison également.

Les nouvelles commissions qui ont été créées lors de la transition IANA, je ne sais plus comment il s'appelle. Je trouve plus le nom. Oui. Je crois que c'est la Commission permanente pour les consommateurs qui fait de l'audit pour les opérations des fonctions IANA. Moi je suis

Il y a également un rapport avec le Comité d'évaluation de la zone racine, je crois que ça s'appelle comme ça, qui se concentre sur les changements techniques de la zone racine. Donc ce n'est pas rajouter des noms de domaine. Ça, ce n'est

pas un changement technique. Mais si on fait un gros changement d'un système, par exemple IPv6, DNSSEC, la racine, les clés de signature, ça c'est fondamental. Ça change totalement la zone racine de l'Internet. Et donc nous sommes là pour évaluer, conseiller, donner des opinions.

Et ensuite, nous avons des liaisons également, venant de divers groupes. Comment ça s'appelle ? La RSSAC. Nous avons du côté de l'IETF, l'architecture de l'Internet, nous avons une personne qui s'occupe de la zone racine, qui génère la zone racine. Et le PTI également, il est représenté. Voilà.

Donc, nous avons un travail acharné qui a été effectué pour gérer les problèmes qui se posent et qui sont parfois très importants. Parce qu'on ne peut pas remplacer, en fait, ces opérateurs. Personne ne saurait comment gérer cela. Donc on est un petit peu irremplaçable. Et on ne sait même pas comment définir ces procédures. Donc c'est vraiment ce que l'on essaie de faire. On essaye de voir l'évolution, d'analyser l'évolution, le développement de ce système. Ça va prendre beaucoup de temps. On a des questions très sensibles sur l'Internet. Ça peut prendre des années pour développer ce type de question technique au niveau de RSSAC.

Toute la communauté Internet doit s'engager et débattre ensemble et voir ce que l'on peut faire pour changer les choses pour évoluer.

Nous avons la situation actuelle : définir le serveur racine. Nous devons revenir un petit peu en arrière. Nous avons un document qui refait l'historique petit peu, qui est tout à fait intéressant. Moi, j'ai appris que Steve Crocker l'a trouvé intéressant, le document. Il a lancé une initiative qui sera pour l'ICANN, sur la base du document qu'on avait effectué sur cet aspect de la zone racine.

Donc nous travaillons également avec des statistiques d'analyse du fonctionnement de la racine de l'Internet, voir si le système est solide, s'il n'est pas soustrait, et s'il n'y a pas de problème. Depuis 2009, nous avons fait une enquête pour les nouveaux gTLD parce qu'on rajoute beaucoup de gTLD. Donc il faut vraiment bien étudier la situation. Il n'y avait que quelques nouveaux domaines gTLD par an, maintenant c'est par semaine. Il y en a des nouveaux qui arrivent chaque semaine. Donc, il y a une accélération absolument incroyable et on ne sait même pas vraiment l'impact. On pense que tout va bien se passer, mais on n'en est pas totalement sûr.

Donc on veut que les changements soient graduels, pas trop rapides pour que l'on puisse dans notre communauté

consultative du système des serveurs racine, voir si on a besoin d'ajuster un petit peu les choses et le système et de faire des apports techniques, des modifications techniques. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous ne travaillons véritablement pas très rapidement. On essaie de vérifier qu'il n'y a pas de problèmes au niveau des serveurs racines, que le système est solide. Et je suis très heureux de vous dire que le système est effectivement solide et que tout se passe bien, même avec tous ces gTLD.

Mais ce comité consultatif du système des serveurs racines collecte beaucoup de statistiques, les entrepose, assure des recherches qui sont effectuées sur le système des serveurs racines. Donc voilà le travail de notre comité consultatif RSSAC.

Quoi d'autre ? Je regarde mes notes si vous le permettez. Nous étudions également la définition des opérations des serveurs racines. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Qu'est-ce qu'il faut pour créer des opérateurs des serveurs racines au niveau organisationnel ? Pour créer un système qui fonctionne bien, on a écrit un document technique que nous avons rédigé sur les opérateurs des serveurs racines. Et lorsque nous rédigeons des documents, on n'a pas beaucoup de personnes dans ce groupe. On ne peut pas faire de long document donc on obtient un soutien d'un groupe qui s'appelle le caucus.

C'est un caucus, groupe d'experts du domaine, qui nous aident grâce à leur expertise et qui travaillent beaucoup pour rédiger les documents techniques concernant les serveurs racines et ce système. Nous avons des groupes de travail avec ces experts. On leur donne un point de départ. On a des demandes de la part de ces experts. On leur demande de faire certains travaux. Ils font des rapports. Ils produisent des analyses. Et nous travaillons ainsi.

Donc le caucus fait partie importante du RSSAC. C'est vraiment là où on a des débats très intéressants, et où la plupart de notre travail est effectué. Ils sont 80 personnes environ. Des experts techniques. On n'a pas de réunions très souvent avec eux aux réunions de l'ICANN. Ce sont des gens qui travaillent à distance, qui font des conférences téléphoniques, échange du courriel et ainsi de suite. Donc cela se déroule une ou deux fois par an, et plus souvent aux réunions IETF. C'est là où vont tous les spécialistes techniques, les geeks. Parfois on se retrouve aux réunions de l'ICANN quand c'est possible.

Je crois que, à Chicago, dans deux semaines, le caucus va se retrouver. Si ça vous intéresse de nous aider, on a besoin d'experts, de chercheurs qui s'occupent des registres, n'hésitez pas à me contacter personnellement. Nous avons des dossiers de demande et on peut éventuellement devenir membre de

notre comité consultatif. Et on est très accueillant. On recherche toujours de nouveaux experts.

Je vais maintenant me taire et répondre à vos questions. N'hésitez pas.

SIRANUSH VARDANYAN : Je crois qu'on a déjà Shiva. Oui. Je vais- allez-y.

SHIVA UPADHYAY : Oui. J'ai une question très simple à vous poser. Avec les serveurs des nouveaux gTLD qui ont beaucoup de demandes chaque jour, comment est-ce que c'est géré cela? Et quels sont les challenges, selon vous, pour les opérateurs des serveurs racines? Et est-ce que le caucus publie des rapports chaque année?

LARS-JOHAN LIMAN : Alors, j'ai une mémoire très courte. Alors les problèmes avec les gTLD, je crois que ce qui nous inquiète le plus, c'est la taille de la zone.

Pour un opérateur de serveur racine, ça ne fait pas de différence, un ccTLD et un gTLD. C'est quelque chose dans la base de données. Ça ne fait pas de différence. Bon. J'ai quelqu'un, ça représente beaucoup de différence, mais pour les serveurs

racines ça ne fait pas de différence, ccTLD ou gTLD. Le seul changement que nous observons comme impact du nouveau système des gTLD, c'est que nous avons beaucoup de nouvelles délégations qui arrivent beaucoup plus rapidement. Donc la croissance de la zone racine est plus rapide.

Mis à part cela, nous n'avons pas vu d'impact. Le trafic est en croissance constante, mais c'est assez graduel. Donc je n'ai aucune inquiétude sur de nouveaux gTLD au niveau des serveurs racines. 1000, pas de problème. 10 000, pas de problème. 100 000, ça commence à m'inquiéter. 1 million, ça va marcher, mais il faudra être prudent.

Donc il y a différents trafics des circulations, mais tant que ça ne se passe pas trop vite, que ce n'est pas du jour au lendemain, je crois que tout est possible. Que le nombre de clients va augmenter lentement mais sûrement. C'est comme pour une entreprise si vous voulez.

Donc je crois que vous aviez une autre question ?

SHIVA UPADHYAY :

Oui. Le caucus, est-ce qu'ils publient des rapports chaque année ?

LARS-JOHAN LIMAN : Non. Le caucus d'experts, non, ne publie pas de rapports chaque année. Seulement sur demande de notre part. On leur demande parfois un soutien sur certains sujets et domaines de recherche. Ça produit des rapports comme résultat des demandes de notre groupe comité consultatif du système des serveurs racine.

Les membres du caucus, parfois, peuvent identifier un problème et effectuer une enquête à ce sujet. Ils nous disent, « Avez-vous pensé à cela » par exemple.

BERTNELL RICHARDS : Oui. Bertnell Richards. Je suis de Guyane. Et je fais beaucoup de statistiques en tant qu'étudiante. Et c'est très intéressant ce que vous avez dit.

Moi j'ai trois questions.

Quels types de données donnez-vous aux étudiants qui font de la recherche en ce qui concerne les statistiques appliquées ?

Deuxième question. Quelle est la procédure pour que des étudiants puissent suivre les données que vous publiez et avoir accès à ces données ?

Est-ce qu'un étudiant chercheur serait donc en mesure d'avoir accès aux statistiques ?

LARS-JOHAN LIMAN : Je vais essayer de répondre de mon mieux. Je comprends ce que vous demandez.

Quelles données est-ce que nous publions. Nous avons produit un document qui s'appelle RSSAC002. Ça, c'est pour les opérateurs des serveurs racines, pour qu'on sache ce qu'ils publient. Et il y a une page Web qui s'appelle root-servers.org. Et donc en bas de cette page Web, il y a différentes informations pour les opérateurs. Vous pouvez aller visiter cela. Vous pouvez avoir accès au 002. Donc ça, c'est tout à fait gratuit, téléchargeable, libre d'accès.

Il a plus de données– ah ce n'est pas dans cette salle.

Chaque opérateur de zone racine ou de serveur racine, pardon, collecte donc des demandes et les garde. Toutes les requêtes DNS, nous les entreposons. Nous les gardons pendant 48 heures. Et tous les opérateurs des serveurs racines pour cela. Ensuite, nous les téléchargeons. Elles sont disponibles ensuite ces données aux chercheurs qui regardent les paquets d'informations. Pour avoir accès à ces données, vous devez avoir un accord avec DNS OARC, Centre d'opérations et d'analyse des données.

Donc vous pouvez aller sur Google et le trouver pour avoir accès à ces données. Vous devez signer un protocole indiquant que vous allez garder confidentielles ces données, parce que c'est un

petit peu sensible au niveau de l'intégrité des données. Avec ces paquets, vous avez accès à certaines adresses protocole Internet IP. Donc c'est quelque chose d'un petit peu sensible, mais ce n'est pas vraiment une barrière très difficile à franchir. Donc, contactez-nous.

Ça, ça se fait. Ce sont des données qui arrivent tous les ans pour 48 heures. Elles sont conservées. Et on a une journée dans la vie de l'Internet. On garde une journée dans la vie de l'Internet pour montrer toutes ces données qui circulent, qui sont téléchargées, entreposées, conservées. Il y a évidemment des jours plus intéressants que d'autres et de grands moments. Donc moi, je n'ai pas eu accès à toutes ces données. Mais toutes ces personnes sont contactables et sont tout à fait raisonnables et peuvent vous donner accès à de nombreuses données si cela vous intéresse.

AFIFA ABBAS :

Oui bonjour. Je suis du Bangladesh. Je suis boursière. J'ai été à la réunion publique, et merci beaucoup de votre aide et de votre soutien.

Ma question sera la suivante. Je m'intéresse beaucoup aux caucus. À ce groupe d'experts. Nous avons des membres du comité. Est-ce qu'il y a une limite à 100 ou 150 ? Et pour combien de temps ces membres sont-ils élus ?

Et vous nous avez dit, chaque statistique pour les serveurs racines, si vous trouvez quelque chose d'anormal, quel modèle suivez-vous à ce moment-là ? S'il y a des anomalies dans le système des serveurs racines ?

LARS-JOHAN LIMAN :

Il n'y a pas de limite pour le caucus sur le nombre de membres. Il n'y a pas de mandat limité. On avait parlé peut-être de limiter les personnes qui sont totalement inactives. Et on a toujours besoin de nouvelles têtes et nouveaux cerveaux. Mais pour le moment, pas de limite dans leur nombre.

En ce qui concerne les procédures pour les anomalies éventuelles du système des serveurs racines, ça dépend vraiment au cas par cas de ce qui se passe. On nous attaque régulièrement. Pratiquement au quotidien. Et ce sont des attaques qui sont du même type, donc je dirais que nous réagissons lorsque nous voyons quelque chose de nouveau. Parce que s'il y a une attaque qui est très différente, ça, c'est quelque chose qui nous préoccupe et qui nous fait réagir.

Et les opérateurs des serveurs racines, eh bien, j'en suis un. Nous sommes des ingénieurs totalement dévoués, expérimentés je dirai. Moi j'ai commencé à travailler en 1992, donc ça ne date pas d'hier.

Donc on se connaît bien entre nous aussi. Ce sont des personnes qui m'appellent pratiquement la nuit sur mon portable. Donc nous avons des outils de collaboration. Nous avons des serveurs sécurisés, beaucoup d'équipements, beaucoup de communication. Si quelque chose se passe, on peut se retrouver très rapidement. Nous avons des exercices de simulation ; supposons que cela se passe, comment allez-vous réagir. Ça, c'est le type d'exercice auquel on se livre. Et si nous voyons quelque chose, si nous observons quelque chose d'alarmant, et bien, nous utilisons un système qui appelle tous nos numéros de téléphone. Mon téléphone, chez moi, va sonner. Ça va faire peur à ma femme. Cinq personnes à VeriSign. Cinq personnes par-ci, par-là, c'est un système d'alarme. Et la conférence téléphonique, tout de suite on parle du problème et on réagit sur-le-champ.

Donc il y a des mécanismes en place pour être très rapide, pour avoir une réaction très rapide s'il y a un problème au niveau des serveurs racines. Donc je vais passer la parole.

ISAAC MAPOSA :

Je voulais savoir comment vous faites pour les TLD qui ne passent pas par la zone racine, qui sont utilisés pour le Dark Web par exemple.

LARS-JOHAN LIMAN : Eh bien, en fait, ils ne sont pas présents sur la zone racine. Et vous devez séparer les choses. Il y a une séparation entre le système DNS, l'Internet public, et l'espace des noms de domaine. On peut avoir des noms de domaines qui ne sont pas présents sur le DNS donc ça va vouloir dire que pour un utilisateur normal de l'Internet, on ne peut pas avoir accès à ces noms de domaine.

Or, si vous avez un logiciel spécial qui cherche ce nom avant qu'il ne communique avec le DNS, ça va se dire, « Ah, celui-là est bizarre, il faut qu'on le traite différemment ». Donc le système peut traiter ces DNS sans devoir utiliser le système sous-jacent. C'est-à-dire qu'il y a des noms de domaines qui ne font pas partie du système du DNS.

La plupart des noms de domaine font partie du DNS, mais il y en a qui ne le sont pas. Qui sont traitées par un logiciel spécial qui les reconnaît et qui fait quelque chose de spécial avec eux, qui les traite différemment, et qui sait qu'il ne faut pas qu'ils communiquent au DNS au sujet de ces noms de domaine parce qu'ils ne font pas partie du système des noms de domaine.

Il y a .local ; il y a d'autres exemples. Mais la plupart des noms de domaine font partie du DNS.

SIRANUSH VARDANYAN : Nous allons entendre deux questions de Mauricio et de quelqu'un d'autre et puis on va passer à León qui est déjà là.

MAURICIO OVIEDO CALDERÓN : Mauricio Oviedo Calderon, du Costa Rica. Merci de nous avoir fait cette présentation fantastique. Vu qu'il va y avoir un roulement de clé de signature de clé à partir du DNSSEC, dans la racine, je voudrais savoir ce que pense le RSSAC de ce roulement de KSK. Comment vous identifiez avec cet événement et comment la communauté peut être plus au courant de ce processus ?

LARS-JOHAN LIMAN : Merci. C'est une très bonne question. En fait, la clé du DNSSEC, c'est pour signer la zone racine ; la clé de signature de clé sera changée cette année comme vous dites. Et c'est un événement vraiment charnière. C'est un point tournant. Cette question est très sensible parce que la taille de la clé va être changée, si je ne me trompe pas. Alors c'était pour la clé de zone.

Bon. En tout cas, c'est la première fois que l'on va changer la clé de la zone racine. Cette clé est la clé qui signe l'ensemble de clés. C'est-à-dire qu'il va falloir que l'on ait deux clés en coexistence, pendant un moment. Nous allons continuer à utiliser l'ancienne clé. Nous allons ajouter la nouvelle clé à

l'ancienne pour pouvoir passer d'une clé à l'autre et continuer d'opérer. Un an plus tard, je pense à peu près, l'ancienne clé sera retirée. Mais pendant un moment, les deux vont coexister. Donc lorsque vous envoyez une requête DNS pour recevoir l'ensemble de clés, le *Key set*, vous allez avoir une réponse qui est beaucoup plus longue que ce qu'elle était auparavant. Pendant cette période de coexistence. Ça va être plus long. Pendant un an. Puis on va revenir à la taille d'origine.

Il faudra bien sûr que l'on fasse très attention à cela, parce que les réponses plus longues impliquent des paquets plus longs, et il se pourrait qu'il y ait beaucoup de clients qui ne soient pas en mesure de traiter les grands paquets si les paquets étaient trop grands, et qu'il renvoie une nouvelle requête, on espère, à travers une autre méthode, ou qui le demandent différemment, sachant qu'ils vont recevoir la même réponse. Qu'ils ne continuent pas à demander cet ensemble de clés de la même manière.

Donc on va passer de l'UDP au TCP, on va avoir beaucoup de contacts entre acteurs, ce qui prendrait en fait beaucoup d'interactions. C'est une transaction beaucoup plus coûteuse en termes informatiques. Et ça pourrait être une plus grande charge pour nos serveurs.

Donc on essaie de trouver vraiment comment faire pour que les systèmes clients fonctionnent et pour prévoir quelle sera la réaction de nos serveurs.

Vous aviez une deuxième question, mais je ne me souviens pas.

MAURICIO OVIEDO CALDERON : Oui. Je voulais savoir comment la communauté peut collaborer.

LARS-JOHAN LIMAN : Faites passer le mot. En fait, communiquez avec le responsable informatique de l'ICANN et l'OCTO qui ont beaucoup de matériel, beaucoup d'outils. Ils vous seront reconnaissants si vous faites passer le mot à ce sujet. Ils vous aideront bien sûr à travers leur site Web. Mais c'est ça que vous pourrez faire. Faites circuler cette nouvelle.

SIRANUSH VARDANYAN : OCTO ça veut dire quoi ?

LARS-JOHAN LIMAN : C'est le Chief technology officer.

ALISTAIR STRACHAN : Alistair Strachan, boursier pour la première fois. Je viens des Pays-Bas. Je veux parler de RIPE NCC et de VeriSign. Bien sûr, on sait que VeriSign est une entreprise privée et que RIPE NCC est une organisation à but non lucratif. Moi je veux savoir si leurs opérations sont financées par l'ICANN, ou qui, en fait, assume le coût du fonctionnement de la zone racine.

LARS-JOHAN LIMAN : La devise des opérateurs racine est que c'est bien d'avoir des activités. On a beaucoup d'opérateurs, on a des organisations militaires, des universités, des sociétés privées. Tout le monde participe. Vous voyez qu'on a différents types d'organisation au sein de notre groupe, chaque opérateur de la zone racine à ses propres méthodes pour recevoir les fonds nécessaires pour le traitement. Je sais comment le font les universités, je ne sais pas comment le fait le secteur militaire. Chacun a ses méthodes, mais ça marche.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci Lars. Merci d'avoir consacré cette demi-heure à nos boursiers, de venir nous présenter vos travaux et merci d'avoir répondu à toutes nos questions. On a également un lien vers votre site Web qui est inclus dans le PowerPoint que j'ai partagé avec les boursiers. Il y aura plus de questions, sans doute. Sentez-vous libre de poser vos questions à Lars dans les

couloirs. Dites-lui que vous êtes boursiers et ce sera tout. Merci Lars.

LARS-JOHAN LIMAN : Merci. Ce n'est pas la peine de me dire que vous êtes boursiers. Je serais prêt à parler à tout le monde.

SIRANUSH VARDANYAN : Mais tout le monde va vous dire. Parce que « Fellow » veut dire boursier, mais c'est aussi copain.

LARS-JOHAN LIMAN : Bien sûr.

SIRANUSH VARDANYAN : Bien. Avec cela, on va souhaiter la bienvenue à notre prochain intervenant. C'est León qui est dans la salle depuis un moment. Alors voilà. León, venez vous asseoir. León était sélectionné par le NomCom il y a deux ans, n'est-ce pas ?

LEÓN SANCHEZ : Je pense qu'il fera bientôt quatre ans.

SIRANUSH VARDANYAN : Bon. D'accord. León pourra se présenter tout seul. Vous avez la parole.

LEÓN SANCHEZ : Merci, Siranush. Je m'appelle León Felipe Sánchez. Je suis avocat mexicain spécialisé en propriété intellectuelle. Et mon parcours au sein de l'ICANN était non seulement intéressant, mais également gratifiant et rapide. Ma première réunion comme boursier était à Prague en 2012. J'ai présenté une candidature pour le programme des boursiers. J'étais acceptée. J'ai donc commencé ce parcours avec les boursiers, avec la famille des boursiers en 2012.

À la suite de la réunion de Prague, j'ai encore représenté une candidature pour la réunion de Beijing, et j'étais participant comme boursier pour la deuxième fois à Beijing. Comme vous le saurez déjà, la meilleure manière de vous impliquer à l'environnement ICANN est, bien sûr, à travers le programme des boursiers et maintenant à travers le programme de NextGen aussi. Parce que ces programmes vous prennent la main et vous accompagnent dans la découverte des différentes organisations et structures qui forment cette organisation.

Et comme disait Siranush, si vous rapprochez de quelqu'un et vous leur dites que vous êtes boursiers, tout le monde va vous ouvrir la porte et vous parlera et vous guidera et orientera pour

répondre à toutes vos questions, dans la mesure du possible bien sûr, entre sessions, parce que tout le monde est très occupé ici. Il faut aller les voir pendant les pauses.

On aimerait bien avoir plus de temps à consacrer aux boursiers. Ce n'est pas toujours facile, mais c'est toujours très gratifiant de vous parler.

Donc après Beijing, j'ai présenté une troisième candidature comme boursier pour la réunion de Buenos Aires. Et entre-temps, le NomCom a lancé un appel à candidatures et j'ai présenté une candidature pour un poste au sein de l'ALAC qui est le comité consultatif At-Large pour représenter les utilisateurs de l'Amérique latine puisque je suis mexicain. Mon pays géographiquement appartient à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

À l'époque, il y avait un siège à pourvoir. Et j'avais assisté déjà à un nombre de réunions du NomCom pour commencer à comprendre comment fonctionnait le processus.

Le NomCom cherche des personnes qui connaissent non seulement l'ICANN et le système des noms de domaine, mais qui sont également indépendantes, qui ne sont pas liées avec le reste de la communauté. Je me rappelle que lors de ma première réunion avec le NomCom, j'ai demandé au président à l'époque – je pense que c'était Cheryl Langdon-Orr — je lui ai

demandé si le fait de ne pas appartenir à une unité constitutive était un facteur qui m’empêcherait d’être un candidat réussi, et elle m’a dit que, qu’en fait c’était bien. C’était ce qu’ils voulaient.

Donc si vous n’avez pas de lien de cette sorte, vous avez plus de chances de parvenir à être candidat réussi. Donc si vous êtes des boursiers pour la première, deuxième ou troisième fois, osez rejoindre les unités constitutives. N’ayez pas peur et ne vous sentez pas obligés non plus. C’est votre choix.

En tant qu’avocat par formation et passionné par la propriété intellectuelle, au sein de l’ICANN, j’ai commencé à agir, au sein de l’IPC, l’unité constitutive de la propriété intellectuelle, parce que je sentais qu’il était naturel pour moi d’appartenir à cette unité constitutive. Et puis, ce n’est pas que je n’aimais pas l’IPC, mais plutôt que je sentais que j’allais mieux m’intégrer au comité consultatif At-Large puisque j’ai également plaidé pour les causes des droits des utilisateurs dans ma région et partout dans le monde aussi.

Finalement, il semblait que j’avais échoué parce que je sentais que j’allais appartenir à l’IPC, que finalement ce n’était pas tellement le cas, mais j’ai fini par trouver mon endroit ailleurs, dans une autre unité constitutive qui reflétait mieux les intérêts et mes inquiétudes à ce moment-là. Par cela, j’entends dire que si vous sentez que vous appartenez dans un secteur et que vous

vous rendez compte que finalement on n'appartenait pas à ce groupe, non pas en raison de sensations négatives, mais tout simplement parce que ça ne vous attire pas vraiment, ça ne vous fait pas envie de participer au sein de cette communauté, ne vous inquiétez pas. Vous allez trouver votre place à l'ICANN. Ou alors, la place vous trouvera. Merci.

J'ai continué mon parcours une fois que j'étais désignée par le NomCom, à l'ALAC. Et dans ma toute première réunion en tant que membre de l'ALAC, j'ai commencé à rédiger des politiques. C'est ce que nous faisons. Notre manière de contribuer à la mission de l'ICANN et à sa communauté et de nous impliquer avec les groupes de travail, de rédiger des politiques, de faire du travail de bénévoles comme nous faisons tous dans ces réunions et tout au long de l'année. Parce qu'il est également important de comprendre que bien qu'on ait des réunions en personne, la plupart des travaux ne se font pas lors des réunions présentiels. Ces réunions sont utiles parce que c'est ici qu'on peut se rencontrer. On peut se connaître mieux. Et s'il y a des aspects qui ne fonctionnent pas comme attendu, comme prévu, on peut s'asseoir ici, avoir des conversations formelles ou informelles et essayer de régler nos petits problèmes.

Donc les réunions présentiels sont sans doute importantes, mais la plupart du travail pas lors de ces réunions. La part du travail se fait à travers des réunions à distances qui sont tenues

par les différents groupes de travail de manière hebdomadaire ou deux fois par semaine. Ça dépend.

Le message, ici. Donc regardez les ordres du jour des groupes de travail, non seulement des unités constitutives. S'il y a un sujet qui vous intéresse, essayez de participer à distance. Ne venez pas seulement aux sessions en personne. La participation à distance va vous permettre de mieux suivre, de mieux participer. C'est ça mon conseil parce que je sais que vous allez comprendre ce que je vais dire lorsque vous arrivez à la communauté de l'ICANN en tant que nouveau venu, ou même en tant qu'habitué de ces réunions pour vous trouver dans un scénario où les informations arrivent rapidement, où vous n'avez aucune idée de quoi on parle, ce que sont les sigles, les discussions ; tout le monde semble se connaître parce qu'ils se connaissent effectivement. Mais parfois, ça peut être un vrai défi. Ça peut être difficile. Donc si vous ne suivez pas ces discussions à travers les réunions en personne et à travers les appels à distance, les réunions à distance, vous sentirez toujours cette difficulté pour participer, pour contribuer de manière significative.

SIRANUSH VARDANYAN : León, permettez-moi de vous interrompre. Ces deux dernières années, vous avez également été coprésident du groupe

intercommunautaire pour la transition IANA. Est-ce que vous pouvez nous raconter un peu de ce travail ? Ce que vous avez senti, ce que vous avez fait et ce qui est à venir, comme ça vous allait introduire le sujet principal d'aujourd'hui. Je vous remercie toutefois de tous ces conseils aux boursiers, mais est-ce qu'on pourrait présenter la transition IANA parce qu'il ne reste plus que 20 minutes.

LEÓN SANCHEZ : Bien sûr. Bien sûr. Donc après ce travail au sein de l'ALAC, on m'a confié la coprésidence du CCWG. C'est l'ALAC qui m'y a élu.

SIRANUSH VARDANYAN : CCWG, c'est quoi ?

LEÓN SANCHEZ : C'est le Groupe de travail intercommunautaire pour le renforcement de la responsabilité de l'ICANN. Comme vous le sauriez, il y a eu un processus de transition au long duquel le contrat entre la NTIA, l'Agence nationale des télécommunications du gouvernement américain, a expiré. Donc il y avait un contrat à travers lequel le gouvernement des États-Unis s'était engagé avec l'ICANN pour assurer ces fonctions principales sur Internet, pour contrôler, superviser, l'exploitation de ces fonctions.

Le gouvernement avait ce rôle de supervision sur les fonctions, et lorsqu'on opérait ou on exploitait ces fonctions, il y avait toujours une coche qui devait être validée et c'était la validation du gouvernement des États-Unis. À un moment donné, le gouvernement américain a exprimé sa volonté d'abandonner ce contrat, pour céder le contrôle à la communauté Internet qui peut être défini de plusieurs manières.

Par la suite, l'ICANN a été responsabilisée de mener à bien ce processus. Et le résultat de cette tâche qui a été confiée à l'ICANN était que l'ICANN formait différents sous-groupes qui devraient former une proposition pour que le gouvernement américain les évalue et qu'il décide s'il voulait continuer avec la transition ou pas.

Un de ces groupes était le CWG, le Groupe de travail intercommunautaire sur la transition IANA. Et à mesure que ce groupe commençait à travailler, il y a eu des personnes qui ont identifié un besoin qui était celui de renforcer la responsabilité de l'ICANN. Parce que jusqu'à ce moment-là, on avait eu le gouvernement américain qui contrôle les transactions les plus critiques assurées par l'ICANN. Or, avec l'expiration du contrat, avec son échéance, il n'y aurait plus personne en mesure de contrôler, soi-disant, l'ICANN. À un moment ou un autre, l'ICANN allait assumer un rôle qui pouvait déstabiliser le système des noms de domaine où l'Internet. Et donc il a eu un deuxième

sous-groupe qui a été créé, qui était le groupe de travail intercommunautaire pour le renforcement de la responsabilité de l'ICANN. Et c'est le groupe que j'ai eu l'honneur de coprésider.

Le groupe continu de travailler. Notre travail était organisé en deux étapes dont la première était consacrée à la conception d'une stratégie qui permette à ce que la transition ait lieu. On a mis en place des mesures qui étaient essentielles pour que la transition se concrétise. Et on a également identifié d'autres sujets qui, en raison de leur complexité, en raison des délais nécessaires et du temps qu'on avait disponible, seraient non seulement pas essentiels pour la transition, mais qui prendraient plus de temps pour être mis en place.

Donc nous avons décidé, comme j'ai dit, de diviser nos travaux en deux étapes dont la première était la piste de travail 1 qui contenait les propositions qui étaient nécessaires avant la transition. Et une piste de travail 2 qui contenait les propositions qui n'allaient pas définir la transition, dont la transition ne dépendait pas, mais qui étaient toutefois nécessaires.

Donc en ce moment, on continue de travailler sur cette deuxième piste de travail, cette nouvelle étape. Et nous avons défini, par exemple, un cadre d'interprétation sur la manière dont les droits de l'homme devraient s'appliquer aux fonctions

ou à la mission et à la portée limitée de l'ICANN telles que définies dans ses statuts constitutifs.

On tient également des discussions sur la diversité, sur la meilleure manière d'assurer la diversité pour notre communauté, afin d'avoir autant de personnes que possible qui participent dans leur propre langue ou à distance même, en assurant l'équilibre de genre. Et on se penche sur toutes ces questions.

En même temps, on essaye de trouver une manière pour assurer la responsabilité des SO et des AC, c'est-à-dire les organisations de soutien et les comités consultatifs, pour qu'ils soient responsables [inaudible] définir envers qui ils devaient être responsables. À qui ils devraient rendre compte.

On s'est dit qu'elles devraient être à tous, mais responsables envers leurs propres communautés. C'est-à-dire que l'ALAC devrait être responsable envers les utilisateurs finaux. La GNSO envers les différentes unités constitutives qui forment cette organisation de soutien. Et ainsi de suite.

Nous avons également discuté de tout cela. On a également discuté de la responsabilité du personnel ; à qui le personnel devrait rendre compte en cas de controverse entre la communauté et le personnel, ou alors entre le personnel et le Conseil d'administration.

On discute de même du nouveau rôle que pourrait avoir le médiateur à la suite de la transition.

Vous voyez qu'on a beaucoup de sujets qui sont discutés, qui ne sont pas des sujets mineurs pour la mission, pour la mission de l'ICANN. Donc si vous sentez qu'il y a un de ces groupes de travail qui vous attirent, qui vous intéresse, je vous encourage à les rejoindre. À rejoindre leur liste de diffusion. S'il vous manque des informations pour le faire, je m'assurerai que Siranush a ces informations à portée de main pour qu'elle puisse les distribuer de manière à ce que vous puissiez vous abonner à toutes les listes de diffusion qui discutent les différents sujets d'intérêt.

Bien sûr, on vous invite également à rejoindre les réunions et des appels au cours desquels nous continuons d'élaborer ce cadre qui nous permettra de renforcer la responsabilité de l'ICANN.

SIRANUSH VARDANYAN : On a déjà des questions. Bruna.

BRUNA SANTOS : Bonjour. Je suis Bruna, boursière pour la première fois. Je suis brésilienne et je voudrais savoir si on peut faire des commentaires sur le procès qui a été intenté par certains États américains au sujet des contrats qu'ils avaient signés avec la

NTIA et par rapport à l'interférence, soi-disant, que ça représentait pour eux que de cette transition de la NTIA.

LEÓN SANCHEZ :

Je peux vous raconter un peu les informations publiques qui sont connues de tous. Il y a eu plusieurs États qui avaient signé ces contrats et qui n'étaient pas d'accord avec l'échéance du contrat entre la NTIA et l'ICANN. Donc, à la dernière minute, alors que la transition était sur le point d'être concrétisée, ils ont intenté des procès pour essayer d'interposer des injonctions pour s'assurer que la transition serait remise à plus tard. Et finalement, le juge qui a entendu ces cas les a rejetés parce qu'il sentait qu'il n'y avait pas de fondement pour ces mesures. Et donc, par la suite, le procès complet a été rejeté. Donc c'est ça que je peux vous dire parce que c'est ce que je sais.

BRUNA SANTOS :

Merci.

SIRANUSH VARDANYAN :

Claire ?

CLAIRE CRAIG :

Merci. Je suis de Trinité-et-Tobago. Je suis une nouvelle arrivante à l'ICANN et boursière. Avant de vous poser ma

question, est-ce que vous faites partie du Conseil d'administration où vous allez en faire partie ?

LEÓN SANCHEZ : Je suis membre de l'ALAC en ce moment, mais j'ai été élu par la communauté At-Large pour occuper un siège au sein du Conseil d'administration. J'y siégerai à partir du mois de novembre de cette année.

CLAIRE CRAIG : D'accord. Donc déjà, ma question a été répondue.

SIRANUSH VARDANYAN : Si vous avez entendu les explications de l'ASO de ce matin, ils vous disaient qu'ils allaient envoyer deux personnes pour siéger au Conseil d'administration. Donc chaque SO et AC envoient des personnes au Conseil d'administration. Le siège 15 est le siège de l'ALAC, c'est-à-dire que les utilisateurs finaux et la communauté At-Large désignent une personne pour qu'elle siége au Conseil d'administration. Rinalia est le directeur sortant. C'est elle qui a occupé le siège 15 ces dernières trois années. Elle a été élue par la communauté At-Large. Et León est le nouveau membre élu. Au cours de l'assemblée générale qui est celle qui a eu lieu en dernier au cours de l'année, donc qui aura lieu à Abu Dhabi, lors de cette réunion, Rinalia va quitter

son poste et León va assumer un poste pour les prochaines trois années. C'est ça le processus.

CLAIRE CRAIG :

Très bien. Donc merci de nous avoir raconté quel avait été votre trajet au sein de la famille de l'ICANN. Vous avez dit que vous êtes arrivé comme un nouvel arrivant à travers le processus du NomCom. Je voudrais vous demander de nous raconter quelles étaient vos attentes. J'imagine que vous aviez des attentes au départ. Quelles seraient les deux choses qui étaient pour vous des aspects positifs à partir du moment vous avez rejoint la communauté à travers le programme des boursiers et non pas à travers la communauté de l'ICANN directement. Et deuxièmement, je voudrais savoir quels sont les défis auxquels vous avez dû faire face du fait d'avoir rejoint la communauté en tant que boursier et non pas à travers les comités consultatifs.

LEÓN SANCHEZ :

J'ai eu beaucoup de chance. Il y a beaucoup de personnes qui m'ont aidé depuis mes jours comme boursiers. Comme je l'ai dit, ils m'ont pris par la main. Ils m'ont accompagné pour comprendre comment fonctionnait l'ICANN. Je dirais que pour moi, le plus positif au long de mon parcours au sein de l'ICANN était la communauté, parce que la communauté était très aimable et tout le monde m'a aidé dans toutes les tâches que

J'ai eues à compléter. Donc pour moi, la communauté c'est ce qu'il y a de mieux. La communauté de l'ICANN. De partout dans l'organisation, il y a eu des personnes de différentes unités constitutives qui m'ont aidé. Donc non seulement au sein de l'ALAC, mais aussi au sein d'autres unités constitutives.

Par rapport aux défis, aux difficultés, je dirais que c'était la capacité de bien transmettre ce qu'on veut dire lorsqu'on manque de contexte. Lorsqu'on n'a pas toute l'expertise comme le reste des participants à la table. C'est ça la difficulté, des fois.

Mais ne vous découragez pas.

J'ai entendu quelqu'un dire qu'il pourrait y avoir, que ça pourrait être une question bête. Il n'y a pas de question bête. Si vous avez une question, posez-la. Je vous assure que beaucoup de personnes seront prêtes à répondre à vos questions. Il y aura beaucoup de personnes qui seront également prêtes à s'asseoir avec vous pour vous expliquer dans le détail les informations dont vous avez besoin. Donc, ne sentez jamais que vous n'avez rien à ajouter à la discussion. Il faut entendre et apprendre, écouter. Donc, restez ouverts, regardez, faites attention. Et lorsque vous vous sentirez à l'aise, contribuez avec la communauté. Vous trouverez qu'il y a des personnes qui s'expriment beaucoup et qui pourraient vous faire sentir que vous n'avez aucune idée de quoi il s'agit. Mais ne vous

découragez pas. C'est normal et ça continuera de vous arriver.
Mais ne vous découragez pas.

SIRANUSH VARDANYAN : Si vous voulez apprendre, signalez tout simplement ces personnes ; essayez de les attraper dans les couloirs et parlez-leur en privé. Et vous allez voir que tout le monde a des informations à vous donner.

Donc j'ai Shuyi et Israel.

ISRAEL ROSAS : Bonjour, je suis Israel Rosas. À votre avis, quelle est la différence principale entre l'ALAC et la NCUC du point de vue des utilisateurs finaux ? Il y a d'autres boursiers qui m'ont posé cette question moi-même et je voudrais savoir quel est votre avis.

LEÓN SANCHEZ : Je pense que la différence principale pourrait être la manière dont chacun des différents groupes aborde les différentes questions. Donc, par exemple, la communauté At-Large essaie de contribuer à des questions à travers une perspective plus large que la NCUC. La NCUC est l'unité constitutive des utilisateurs non commerciaux qui appartient à la GNSO. Et ils font des contributions fort utiles au débat du point de vue de

LEÓN SANCHEZ : Merci beaucoup Shuyi. Je ne suis pas spécialiste du PTI. Je sais de quoi il s'agit, mais je peux vous dire que le PTI a beaucoup de mécanismes en son sein, de responsabilité. Il y a une commission permanente de consommateurs, qui analyse les performances du PTI. Et si les performances ne sont pas optimales, ils peuvent retirer des membres du Conseil d'administration du PTI, donc des directeurs, et les fonctions IANA pourraient être retirées du PTI également s'il y avait de gros problèmes. Donc c'est le scénario dans les cas les plus graves. Mais je pense que je ne suis pas spécialiste. Mais je pense qu'il y a des mécanismes de sauvegarde qui sont tout à fait valides.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc nous avons [Clemente] et Evelyn, et ensuite-

EVELYN NAMARA : Oui, je m'appelle Evelyn Namara. Je suis donc boursière et j'aimerais un point de clarification sur la structure du Conseil d'administration. Ce matin, on a une présentation en nous disant qu'il y avait- je ne sais plus si c'était neuf ou 10 ou huit membres du Conseil d'administration et comment- est-ce qu'il y

a des chiffres précis pour chaque commission ? Je ne suis pas très au courant.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc on va avoir deux membres du Conseil d'administration qui vont nous parler. Donc votre question sera tout à fait valide pour qu'ils apportent une réponse. León vient d'arriver au Conseil d'administration. Il arrive. Il est entrant. C'est un membre entrant. Mais on va demander à des personnes qui sont membres actuellement.

LEÓN SANCHEZ : Oui. Je serai très content d'avoir la réponse. Mais je peux vous dire que je ne suis pas au courant de tout le nombre. Je crois qu'on est 15 membres votants. Il y a 20 personnes en tout qui siègent au Conseil d'administration. Et nous avons Rinalia qui pourra nous donner des informations supplémentaires là-dessus, qui a été un membre du Conseil d'administration.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc Bernard question. Claudio.

CLAUDIO LUCENA : Je suis du Brésil. Université de Paraíba. Et merci de nous avoir indiqué tout cela. Vous avez un parcours tout à fait fascinant et

la manière dont vous répondez à nos questions est très très agréable. Donc ma question, je l'espère, ne sera pas stupide, mais je pose toujours la même question et à chaque fois j'obtiens une réponse différente.

Donc moi je m'occupe de la responsabilité. Je m'intéresse à la responsabilité, à la zone racine. Et j'ai l'impression que je vois un train qui passe devant moi. Un très beau train qui va dans une très belle destination, mais qui est un train à grande vitesse. Donc, votre idée pour avoir une contribution significative est tout à fait intéressante et je suis sûr que vous pourrez nous donner des informations sur ces processus de transition IANA. Et vous pensez qu'il y aura des problèmes de responsabilité ? Vous voyez des vulnérabilités ? Des points vulnérables pour la gestion des fonctions IANA à la suite du processus de transition ?

LEÓN SANCHEZ :

Oui. Merci ; merci de cette question. Merci de ces mots si aimables. Et je crois que beaucoup de personnes ont investi beaucoup de temps pour la transition de la fonction IANA. Et comme dans tout système, rien n'est parfait. Vous le savez, il peut y avoir des problèmes de dynamique.

Il y a des moments où il faut revoir un petit peu ses mécanismes de responsabilité. Je serais stupide si je pouvais dire qu'on a pensé à tout. On ne peut jamais penser humainement à toutes

les solutions possibles, mais je crois que le système est extrêmement solide et résilient, et que nous avons tout fait pour éviter tout type de problèmes pouvant survenir. Mais comme je l'ai dit, ce n'est pas un système parfait. Nous le savons également. Donc à un moment ou un autre, nous devons peut-être le revoir.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc félicitations, León, pour votre nomination au Conseil d'administration. Et je vous présente maintenant deux membres actuels du Conseil d'administration : Rinalia Abdul Rahim qui est de la région Asie-Pacifique et qui représente l'ALAC, poste 15, et Lito Ibarra d'Amérique latine. Je leur donne la parole. Dites-nous un petit peu quelle est l'expérience d'un membre du Conseil d'administration. Comment on y arrive ?

RINALIA ABDUL RAHIM : Oui. Bonjour à toutes et à tous. J'adore les boursiers de l'ICANN, les « fellows ».

Vous savez, à chaque réunion de l'ICANN, j'ai toujours remarqué que ce sont des personnes remarquables. Et c'est avec beaucoup d'espoir que l'ICANN espère que vous allez en quelque sorte obtenir votre diplôme et faire partie de la collectivité.

Que faut-il être membre du Conseil d'administration ? Il y a évidemment des compétences en gouvernance. Une expérience en gouvernance. Pas obligatoirement dans le secteur à but lucratif, mais également à but non lucratif. Et c'est important au niveau du Conseil d'administration d'avoir une expertise, évidemment, dans le domaine de l'Internet. Il faut être prêt à préparer énormément, à lire et lire et analyser très rapidement beaucoup de documents. Et parfois, lorsque vous allez trop vite, vous devez prendre les meilleures décisions et ce n'est pas toujours facile.

Et je crois que vous allez être très motivés par la mission de l'ICANN et la place de l'ICANN dans l'écosystème de l'Internet pour soutenir l'Internet dans le monde entier. Mais nous ne sommes pas les seuls. Il faut bien le comprendre. Il faut comprendre nos fonctions. Il faut en apprendre plus sur les autres organisations, par exemple les RIR, les ccTLD gérés par notre collègue, mon collègue ici présent. Donc il n'y a pas que l'ICANN. Mais il y a beaucoup d'organisations sœurs.

Lito, je vous donne la parole.

LITO IBARRA :

Oui. Merci beaucoup Rinalia. Et merci à toutes et à tous de nous inviter ce soir. J'aimerais vous dire que je suis un ancien boursier. J'ai été le premier boursier qui est arrivé au poste

d'administrateur, de membres du Conseil d'administration. Et j'en suis très fier.

Comme l'a dit Rinalia, je suis un ingénieur spécialiste de l'Internet qui s'est occupé du ccTLD de mon pays et des adresses IP. Donc des numéros d'adressage et ainsi de suite. Et je suis très heureux et très fier de faire partie du Conseil d'administration de LACNIC également. Ça fait partie des trois RIR du monde qui gèrent– des cinq RIR du monde qui s'occupe de l'IPv4 et l'IPv6. Et j'ai été nommé par la Commission de nomination NomCom, on reviendra là-dessus un petit peu plus tard. Et je suis un des huit membres du Conseil d'administration nommés par le NomCom. La Commission de nomination.

Nous avons un mandat de trois ans, sauf les liaisons qui peuvent rester plus longtemps, avec un mandat plus long. Mais nous sommes nommés pour trois ans et nous pouvons être réélus. Cela dépend de l'entité qui vous a nommé.

Donc j'ai été « fellow » par deux fois, et je, comme je l'ai dit, connaissais déjà le système des noms et des numéros. Mais il y a tant d'autres éléments à l'ICANN, comme vous l'avez compris maintenant, qu'il y a des unités constitutives qui se réunissent avec des intérêts très divers à l'ICANN, avec des objectifs très divers. Des attentes diverses également. Des actions, des projets, des visions qui ne sont pas les mêmes pour l'Internet. Et ils ne

sont pas toujours d'accord sur la direction que devront prendre l'ICANN et l'Internet. Mais ils sont tous là pour renforcer l'Internet, pour en Internet meilleur dans le monde.

Parce que si vous voulez rester motivés et engagés dans le travail de l'ICANN, je crois que nous avons une mission. Et je dirais même plus, une obligation par rapport à nos pays, à nos régions, de promouvoir et de développer l'accès à l'Internet et le bon usage fait de l'Internet, avec comme objectif de développer nos pays. Et je parle principalement de pays moins avancés.

Je crois donc, ce que je retiens, et je crois que chaque boursier retient après avoir assisté à une réunion de l'ICANN et avoir suivi ce programme, c'est que vous êtes un ambassadeur ; lorsque vous revenez dans vos pays, vous êtes un ambassadeur qui motive ses collègues et qui parle de l'ICANN, et qui parle de son rôle, son rôle dans l'Internet. Et nous essayons d'accomplir cela.

Lorsque j'étais boursier, j'ai beaucoup appris grâce à ce système de coaching et d'apprentissage. Je crois que cela est tout à fait positif. Nous pouvons tous contribuer avec de nouvelles idées à l'amélioration de l'Internet et de notre système à l'ICANN.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc vous allez passer maintenant aux questions. Oui. Et vous pouvez tout à fait poser des questions stupides.

JELENA OZEGOVIC : Vous avez parlé de vos responsabilités en tant que membre du Conseil d'administration. Vous gérez- vous avez dit que vous gérez également le ccTLD. Comment vous avez le temps de faire tout ça ? Je crois que c'était un travail à plein temps. Je croyais que vous ne fassiez que cela. Donc ce n'est pas un petit peu trop que de faire tout ça ?

LITO IBARRA : Oui. Merci de la question. Oui, je peux dire que j'essaie de bien m'organiser et de bien gérer mon temps grâce à l'Internet. Je n'arrête jamais de travailler. Parce que je peux faire mes devoirs où que je sois dans le monde et avoir accès à tout tant que j'ai accès à l'Internet.

Mais c'est vrai. C'est très lourd. Ça demande un engagement en temps tout à fait conséquent que d'être membre du Conseil d'administration de l'ICANN. Nous avons six réunions annuelles. Les trois réunions de l'ICANN et trois qui représentent des ateliers qui représentent un travail avec les dirigeants de l'organisation. On essaie donc de travailler de cette manière.

Nous faisons également des téléconférences. Nous avons des commissions. Nous avons des groupes de travail. Nous avons la gestion de tous ces documents qui nous arrivent, en effet. Et je

ne suis pas de langue maternelle anglaise ; je ne suis pas anglophone. Ça ne facilite pas les choses. Mais il faut savoir s'organiser. Et j'ai une famille. J'ai trois enfants. Et deux petits-enfants.

RINALIA ABDUL RAHIM : Donc j'aimerais répondre à cette question. C'est un sacrifice, je dois dire. Vous n'allez pas faire ça à plein temps ; vous n'êtes pas supposé faire cela à plein temps. Vous devrez avoir votre [inaudible] pour le travail. Mais pour être efficace en tant que membre du Conseil d'admiration, il faut passer beaucoup de temps là-dessus. Sinon vous ne serez pas efficaces. Et je crois que toutes les personnes dans l'écosystème de l'ICANN travaillent trop. Lorsque l'on est sur l'Internet, on travaille constamment sur l'Internet. Et on essaie d'être discipliné et d'être efficace.

SIRANUSH VARDANYAN : Allez. Vous savez qui a la parole.

CLAIRE CRAIG : Je m'appelle Claire Craig. Je suis nouvelle ici pour la première fois en tant que boursière de Trinidad. Et ma question est la suivante.

Donc est-ce qu'il y a eu de positif et qu'est-ce qu'il y a eu de plus difficile que vous avez vécu au Conseil d'administration, et comment est-ce que vous restez indépendants? Il y a une perception que lorsqu'on fait partie d'un conseil d'administration c'est facile d'aller de l'autre côté et de faire partie uniquement du Conseil d'administration. Donc concrètement, comment vous restez indépendants? J'aimerais vous écouter tous les deux.

RINALIA ABDUL RAHIM : Oui. Je vais répondre à la dernière partie de la question. Comment garder notre indépendance avec notre propre jugement. Si vous êtes nommé par une entité, une SO ou un AC, il y a une pression. Vous devez soutenir votre groupe, les positions de votre groupe. Mais une fois que vous êtes nommé au Conseil d'administration, c'est votre devoir d'être indépendant et de réfléchir d'une manière indépendante. Et vos collègues vont voir si vous êtes partial ou impartial, et cela aura un impact sur l'efficacité que vous aurez en tant que membre du Conseil d'administration.

LITO IBARRA : Moi je suis du Salvador. C'est un petit pays, vous savez, en Amérique centrale. Et j'ai travaillé aux ccTLD de mon pays. Je

faisais déjà partie de la ccNSO et de l'ASO. Et je fais partie d'un RIR. Et je ne représente pas ces entités.

Je dois connaître très bien leur travail et on en apprend tous les jours. Je connais également le travail des autres unités constitutives, mais réfléchir en effet clairement d'une manière cohérente c'est essentiel. Et également, il faut rester engagé avec la communauté, avoir une écoute active de vos anciens amis, de vos nouveaux amis, de toute la communauté de l'ICANN, de l'environnement de l'ICANN. Vous devez être à l'écoute de vos pays, des problèmes de votre région également. Donc il faut voir très large, avoir une grande envergure et apporter tout cela au sein du Conseil d'administration. Et nous sommes de différentes régions du monde et nous avons des besoins différents, des points de vue différents. Et il est donc important d'apporter cela avec nous autour de la table du Conseil d'administration.

SIRANUSH VARDANYAN : León ?

LEÓN SANCHEZ : Je voulais rajouter quelque chose rapidement. Nous avons des statuts à respecter. Nous avons un devoir. Les membres du Conseil d'administration agissent en leur nom personnel, pas au

nom de l'entité qui les a nommés. Vous devez absolument agir pour le meilleur intérêt de l'association, pas en tant que représentant d'une entité. Vous agissez dans l'intérêt de l'association. C'est ça qui prime. Vous voyez ? Et ça permet de limiter les conflits d'intérêts également. Ça fait partie de nos statuts, de nos textes statutaires.

RINALIA ABDUL RAHIM : J'aimerais rebondir là-dessus. Au sujet des conflits d'intérêts, s'il y a des délibérations sur un sujet où vous avez un conflit d'intérêts, vous avez l'obligation de déclarer votre conflit d'intérêts et de vous retirer, de vous abstenir du vote, de vous retirer de la discussion. Et définitivement, de ne pas voter là-dessus s'il y a un éventuel conflit d'intérêts.

Le Board peut décider de dire on peut écouter le point de vue de cette personne, ou bien, s'il y a trop de conflits d'intérêts, la personne doit même aller jusqu'à quitter la salle de réunion. Donc c'est pris très au sérieux à l'ICANN.

ALPEREN EKEN : J'aimerais rebondir là-dessus.

SIRANUSH VARDANYAN : Allez-y.

ALPEREN EKEN : Bonjour. Alperen de Turquie. Je suis un nouveau fellow et vous avez dit que les membres du Conseil d'administration doivent travailler dans l'intérêt de l'association. En ce sens, vous avez des personnes très chevronnées dans le cadre de la gouvernance de l'Internet, dans le cadre du modèle multipartite. Donc est-ce que les membres du Conseil d'administration ont tendance à résoudre les problèmes de cette manière ? Ou bien ils travaillent de quelle manière ? Ils travaillent comme une entité multipartite ?

LITO IBARRA : Bon. Je ne dirais pas que nous faisons cela. Nous-mêmes, nous sommes une entité multipartite puisque nous venons de différents secteurs, de différents pays, ainsi de suite. Nous avons les connaissances de notre secteur. Et nous pouvons agir comme nous-mêmes, une entité multipartite. Mais comment statuer et prendre des décisions ? On parle beaucoup. Parfois trop. On discute. On débat beaucoup et longuement, et ça dépend du thème qui est traité. Mais nous avons la chance d'avoir des dirigeants, des avocats, des techniciens, des gens très pointus, les experts également dans l'organisation ICANN auxquels on peut faire appel. Donc tous ces éléments nous permettent de prendre des décisions par consensus. C'est rare

que nous votions. On essaye d'atteindre un consensus, de convaincre les autres.

ALPEREN EKEN : Ce que je voulais dire, c'est mis à part les politiques provenant des groupes multipartites, est-ce que vous pouvez définir des politiques ? C'est ce que je voulais vous demander.

RINALIA ABDUL RAHIM : Ce n'est pas l'entité la mieux équipée pour développer des politiques, le Conseil d'administration. Parfois, nous avons dû le faire. Mais aujourd'hui, le Conseil d'Administration pense que nous ne sommes pas là pour faire des politiques. S'il y a un problème avec des recommandations de politique provenant des SO ou AC, et bien, c'est au niveau des organisations de soutien et les comités consultatifs que les politiques seront gérées et réglées et peaufinées.

ANJU MANGAL : Oui. Je m'appelle Anju. Je suis des Fidji et je suis une boursière. Deux petites questions. Est-ce que le Conseil d'administration travaille avec des boursiers ? Est-ce que vous avez des boursiers autour de vous ?

Et quels pouvoirs avez-vous dans le cadre du modèle multipartite ? Est-ce que toutes les régions sont représentées ? Est-ce que les unités constitutives sont toutes représentées ?

Et en termes d'approche multipartite, j'ai déjà posé la question auparavant, mais quel est votre point de vue ? Est-ce que ça fonctionne, le multipartisme ? L'approche multipartite, fonctionne-t-elle ? Qu'en pensez-vous en toute honnêteté ? Qu'est-ce qui marche et qu'est-ce qui ne marche pas ?

RINALIA ABDUL RAHIM :

Donc il y a eu beaucoup de questions. Est-ce que nous avons le droit d'avoir des stagiaires ? Il n'y a pas de politique sur les stagiaires. Je ne crois pas que ça serait possible parce que c'est parfois très confidentiel, ce qu'on fait. Mais on nous encourage à être des mentors, par contre. S'il y a des nouveaux membres du Conseil d'administration, un membre plus chevronné va être le mentor du plus jeune.

En ce qui concerne le modèle multipartite- non, vous avez deuxième question, est-ce qu'il y a un chiffre optimal pour représenter toutes les entités. Bon, c'est assez fixe. Par exemple, pour l'ALAC, 15 membres. La ccNSO, je crois qu'à peu près 15 aussi. GNSO, environ 15 membres. Mais il n'y a pas de limite à leur communauté.

Ils ont une communauté très vaste. Ce qui est tout à fait bien parce que l'ICANN est un système ouvert. On espère– on sait que tout le monde ne peut pas être efficace au même moment, tout de suite, que ça prend du temps pour se mettre au courant, pour apprendre ce qu'est l'ICANN. Et donc, il faut un système qui assure la continuité. Et c'est un défi à relever que d'être disponible et efficace tout le temps.

Dernière question, je crois, honnêtement est-ce que ça fonctionne modèle multipartite ? Parfois oui, parfois non. On connaît des échecs lorsqu'on n'atteint pas le consensus. C'était réussi avec la transition IANA, les fonctions IANA. On est devenu maintenant une organisation indépendante. On a fait des comprimés, mais on y est arrivé par consensus.

Je vous laisse la parole.

LITO IBARRA :

Oui. Eh bien, je vais essayer également de rebondir sur ce que León nous a dit tout à l'heure lorsque nous sommes arrivés au sujet de la transition et de la responsabilité. Par définition, si vous arrivez à un modèle multipartite, à des débats de ce type, si vous avez décidé d'utiliser ce modèle pour résoudre les problèmes, pour arriver à prendre des décisions et des conclusions, et bien, il va y avoir des gens – je reviens en arrière, excusez-moi. Personne ne serait satisfait en fin de compte, parce

que tout le monde doit faire des compromis. Et modifier un petit peu son idée de départ et arriver à un point d'équilibre, une voie médiane si vous voulez. Et je crois que c'est à la fois positif et négatif. Si vous avez un seul président qui dans les ordres, tout va plus vite, mais ce n'est pas bon pour le reste de la communauté.

RINALIA ABDUL RAHIM : Donc je suis désolé, mais je dois partir à une autre réunion. Si vous voulez me parler plus, nous allons avoir un cocktail jeudi soir et je serai disponible pour vous parler à ce moment-là.

SIRANUSH VARDANYAN : Rinalia, merci beaucoup de votre disponibilité. Et parlez à Rinalia plus tard, quand elle sera disponible. Mais il nous reste encore à peu près 10 minutes, et ça, je l'indique à nos interprètes.

LEÓN SANCHEZ : Oui. Pour rebondir ce qu'a dit mon collègue Lito, je crois que ce qui est important, c'est que tout le monde soit satisfait jusqu'à un certain point.

SIRANUSH VARDANYAN : Donc vous pouvez continuer à poser les questions.

ELISABETH OREMBO : Oui. Moi j'avais une question qui était principalement pour Rinalia parce que c'est une femme. Je m'appelle Liz Orembo. Je suis du Kenya et j'aimerais poser cette question à Lito. Je crois que la communauté est un bon exemple de modèle multipartite qui fonctionne, qui avance, mais il y a toujours des aspects politiques. Donc comment est-ce qu'il y a des jeux politiques au sein du Conseil d'administration ? Et est-ce qu'il y a- est-ce que c'était, si Rinalia était encore là, est-ce que c'est différent pour un homme ou une femme d'être membre du Conseil d'administration ?

LITO IBARRA : Je commencerai par la dernière question. La question sur la diversité est un sujet qui est en vogue en ce moment, partout dans la communauté de l'ICANN. Comme vous saurez, il y a un groupe de travail sur la piste de travail 2 qui est une deuxième étape sur la responsabilité, le renforcement de la responsabilité pour la transition. C'est une deuxième étape de la transition. Et ce groupe s'occupe de la diversité. Moi je participe au nom du Conseil d'administration. Et nous travaillons sur un pourcentage spécifique de membres et de capacités, d'âges, de handicaps, et donc différents pourcentages de tout cela qu'il faut avoir pour

assurer la diversité. Le défi, pourtant, est de définir quelle est la quantité fixe.

Dans le cas du Conseil d'administration, par exemple, vous demandez comment arriver au Conseil d'administration. Et dans ce cas-là, il faut avoir certaines capacités, certaines expériences, comme disait Rinalia. Et ces capacités sont valables pour un homme pour une femme. Donc qu'au moment de vous présenter comme candidate, ce qui est important, c'est d'avoir ces capacités, peu importe si vous êtes femme ou homme. En principe, on n'a pas de discrimination. Mais ce qu'on a vu au bout du compte, on espère que cela va changer, on a plus de candidats hommes que de candidates femmes. Mais on essaie d'adresser cette différence. Moi, chez moi, j'essaie d'avoir plus de femmes impliquées dans des domaines tels que ceux liés aux questions techniques, même si ce n'est pas vraiment nécessaire ici. Parce que vous pouvez être avocate ou politicienne. Mais ce qui nous intéresse, c'est la manière de travailler pour élaborer des politiques.

Je pense que si vous participez de manière active, que vous cédez votre temps libre, comme vous dites, on pourra travailler. Ça prend beaucoup de travail. C'est ce qu'on attend de nos candidats. Mais il faut qu'ils soient également efficaces. Si vous travaillez beaucoup et de manière efficace, efficiente, vous êtes à chaque fois un peu plus près d'être membre du Conseil.

ELIZABETH OREMBO : D'accord. Je vous aborderai pour discuter en privé des capacités qui vous semblent que les personnes doivent avoir pour être élues.

SIRANUSH VARDANYAN : Il y avait une question tout à l'heure, Lito, au sujet de la structure du Conseil d'administration. Quels sont ces 15 sièges ? Qui envoie, quelle unité constitutive envoie chaque membre du Conseil ? Comment fonctionne le système ?

LITO IBARRA : Eh bien, au total, il y a 20 sièges. Le numéro de siège n'est pas vraiment important. On les numérote, parce que c'est la manière dont on les a définis dans les statuts constitutifs. Mais au bout du compte, ce n'est pas important que vous soyez membres dans le siège 7 ou 8. Donc on a huit membres qui sont élus par le NomCom, deux élus par l'ASO, l'Organisation de soutien à l'adressage, deux viennent de la GNSO, l'Organisation de soutien aux extensions génériques, deux de la ccNSO, l'Organisation de soutien aux extensions géographiques, les codes de pays, puis il y a un membre désigné par At-Large. En ce moment, c'est Rinalia et León va la remplacer. Et il y a quatre agents de liaison de l'IETF, du GAC, du RSSAC, et finalement le

PDG, Président-directeur général, et le Président du Conseil d'administration qui fait également partie du Conseil. Donc c'est intéressant. On a le président-directeur général de l'organisation, qui est Göran Marby en ce moment, et on a également le Président du conseil, qui est Steve Crocker. Et un vice-président du conseil qui est Cherine Chalaby. Donc voilà les rôles de direction dans la structure du Conseil d'administration.

LEÓN SANCHEZ :

Merci, Lito. On a ici les numéros de siège, si cela vous intéresse. Les sièges 1 à 8, comme Lito le disait, sont les sièges des personnes désignés par le Comité de nomination. Ce sont les sièges qui sont donc sélectionnés par le NomCom. Puis on a les registres Internet régionaux qui ont les sièges 9 et 10 au nom de l'ASO. Les registres ccTLD ont les sièges 11 et 12. La GNSO a les sièges 13 et 14. Le Comité consultatif At-Large, le siège 15. Puis on a les agents de liaison du GAC, du RSSAC et du SSAC. Et par la suite, il y a le Président-directeur général et le Président du Conseil d'administration.

SIRANUSH VARDANYAN :

Oui. Je donnerai la dernière question à Alastair puis Alexander.

ALASTAIR STRACHAN : Oui Merci. Je suis d'Amsterdam. Pour c'est pour la première fois. Il me semble un peu étrange qu'il n'y ait qu'un siège pour At-Large parce que les utilisateurs finaux sont en fait les personnes les plus importantes. On n'entrera pas ici dans la discussion, mais des acteurs très importants pour l'Internet. Et je sens que ce sont les personnes qui représentent les utilisateurs finaux qui sont les seules à avoir un seul siège alors que le reste a deux sièges au sein du Conseil. Donc pourquoi ?

LITO IBARRA : Oui. Je vais vous donner mon avis. On a vu des modifications aux statuts constitutifs qui ont donné ce siège à l'ALAC. Mais puisque l'ICANN s'occupe des noms, des numéros et des protocoles, à l'époque, il semble raisonnable que l'organisation donne de siège à chacun de ses acteurs. Comme règle générale, les comités consultatifs ont un seul siège. Que ce soit en tant qu'agent de liaison ou en tant que membre avec droit de vote comme dans le cas d'At-Large. Donc je suppose que c'est ça. C'est parce qu'on est un comité consultatif et non pas une organisation de soutien.

LEÓN SANCHEZ : Moi non plus je n'étais pas présent au moment de cette décision. Mais que je sache, la raison est bien celle que Lito évoque. Au départ, il n'y avait pas de membres d'At-Large au sein du Conseil

d'administration. Il n'y avait que des agents de liaison. Et au bout d'un moment, après la première révision, il était recommandé qu'un siège soit occupé par les utilisateurs de l'Internet. Il a également été suggéré que ce comité devrait avoir deux sièges, mais pour l'instant on n'a toujours qu'un siège.

En ce moment, nous faisons l'objet d'un processus de révision. Il s'agit de la deuxième révision du Comité consultatif At-Large. Et jusqu'à présent, les recommandations du Comité ne suggèrent pas qu'on ait un deuxième siège. Je sais qu'il pourrait y avoir différentes raisons pour ce faire, mais c'est ce que la communauté est parvenue à conquérir jusqu'à présent, d'avoir un siège. Comme vous dites, ça pourrait être l'une des principales communautés à devoir être représenté au sein du Conseil d'administration.

SIRANUSH VARDANYAN : Alexander.

ALEXANDER ISAVNIN : Je voudrais remercier les membres du Conseil d'être venus. Et pour mes collègues et le reste des boursiers, je voudrais leur rappeler que j'ai obtenu une réponse au sujet de différentes questions qui ont été traitées hier. La réponse que j'ai obtenue était très intéressante. On m'a expliqué ce que fait le Conseil

d'administration, quels sont les problèmes qu'il résout. Et pour les utilisateurs, pour les parties prenantes, on n'a pas vraiment discuté de la représentation.

Mais en tant que représentant, j'ai une question sur ce qu'on a discuté hier. Je voudrais savoir comment le Conseil assure la diversité de l'infrastructure technique et l'indépendance d'une juridiction. Parce qu'il va y avoir des décisions étranges à prendre. Donc moi je parle ici d'un plan B technique pour l'infrastructure technique et pour les juridictions.

LITO IBARRA : On a un système de serveurs racines qui n'est pas présent partout dans le monde. Mais il y a un nombre d'instances, pourtant. On a le RSSAC, c'est le Comité consultatif des systèmes des serveurs racines. Et le Comité consultatif sur la sécurité et la stabilité, le SSAC.

ALEXANDER ISAVNIN : Puisque les KSK sont aux États-Unis, comment assurez-vous la diversité ?

LITO IBARRA : C'est une question plutôt historique. Je n'ai pas entendu qu'il y ait d'initiatives pour diversifier ou pour essayer de déplacer cela

ou d'élargir la base. C'est un accident historique. Ça répond à la création du système et je ne pense pas qu'on voit de modification à ce niveau dans l'avenir proche.

ALEXANDER ISIVNIN : On verra le SSAC demain ; on leur demandera. Le Comité consultatif de la sécurité et la stabilité viendra nous faire une présentation ici, donc on va leur demander au sujet des centres de données. Mais les deux centres sont aux États-Unis.

LITO IBARRA : Oui. Effectivement.

SIRANUSH VARDANYAN : Merci. Merci, Lito et León, d'être venus. C'était un véritable plaisir de vous avoir avec nous, ici, en temps réel. Donc merci beaucoup. Je voudrais vous remercier tous d'être restés aussi tard aujourd'hui. Et j'espère que vous allez bien profiter de la soirée avec les autres groupes. N'oubliez pas d'être ici à 8 h 30 demain matin. Nous avons une autre journée complète avec vous demain. Merci et bonne soirée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]